La porcherie, le lisier et la grotte préhistorique

La mobilisation des opposants à l'accroissement d'une porcherie sur la commune de Causse-et-Diège (Aveyron) finira-t-elle par porter ses fruits ? Le conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques (Coderst) a rendu, vendredi dernier, un avis favorable à ce projet, mais l'a assorti de réserves.

L'extension de cette installation d'engraissement intensif de porcs sur caillebotis, située sur les hauteurs du Lot, avait suscité les protestations des professionnels du tourisme et de certains habitants. Ainsi que celles, moins fréquentes, des archéologues. Ses effluents, en effet, menaçaient de leurs infiltrations le site de Foissac : un gisement préhistorique situé à 15 km de Figeac, comprenant un habitat et une nécropole de l'âge du bronze ancien (il y a environ 4.000 ans), et, surtout, une grotte paléolithique vieille de 25 000 ans comportant des peintures rupestres.

Dans sa demande d'autorisation d'extension, le Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) du Cassan prévoyait de faire passer ses effectifs à 2 996 porcs (contre 1 170 à l'heure actuelle), avec un plan d'épandage associé de 322 hectares (155 aujourd'hui). Suite à l'enquête publique, aux avis rendus par les services de l'État et aux échanges menés entre l'ensemble des parties prenantes, cette proposition initiale a été revue à la baisse : 1 956 animaux et un plan d'épandage de 187 hectares. C'est à ce projet que le Coderst (dont l'avis a seulement valeur consultative) vient de donner son aval par 11 voix pour, 4 contre et 2 abstentions. En précisant que cette extension « *exclut désormais toutes les parcelles* » représentant « *un risque potentiel de pollutions* » de la rivière souterraine passant près de la grotte.

Si cette position a rassuré les préhistoriens et recueilli l'assentiment de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA), elle ne fait pas l'affaire du collectif d'opposants Causse

durable, qui réunit 37 familles des localités les plus concernées par le projet. « *Le réseau karstique de Causse-et-Diège comporte deux versants* », explique son porte-parole, Sébastien Rigal. « *L'un du côté du Lot, que la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) a réussi à préserver par le biais des grottes préhistoriques de Foissac. L'autre du côté de la Diège, qui recevra toujours du lisier si le GAEC du Cassan continue d'engraisser ses animaux sur du caillebotis intégral* ». A moins que les frères Ferrand, les deux éleveurs qui constituent ce GAEC, acceptent la proposition faite il y a quelques jours par la société Nutergia.

Installée à Capdenac-Gare, à la frontière entre le Lot et l'Aveyron, cette entreprise de fabrication de compléments nutritionnels a en effet acheté un terrain pour développer son activité sur le plateau de Gelles... à quelques encablures de la porcherie. Et son directeur, Antoine Lagarde, voit d'un très mauvais œil les nuisances à venir. Pour les éviter, il propose de co-financer l'extension de la porcherie de la Sanguinette "*en production bio ou raisonnée*", plus respectueuse de l'environnement. À terme, la porcherie produirait du fumier à la place du lisier. Ce qui réduirait notablement la puanteur, tout en supprimant la nécessité d'épandre le lisier sur le causse, et donc les risques de pollution des cours souterrains versant du côté de la Diège.

Cette offre mettra-t-elle tout le monde d'accord ? Elle apporte en tout cas une bouffée d'espoir à ceux qui se mobilisent contre les dégâts provoqués sur l'environnement par l'élevage intensif. Des centaines de personnes ont ainsi manifesté, dimanche après-midi à Paris, « *contre le gigantisme de l'élevage industriel* », en direction de la Porte de Versailles où se terminait le Salon de l'agriculture. Réunissant diverses associations de protection de l'environnement et des animaux (L214, la Ligue de protection des oiseaux, les Amis de la Terre, la Fondation Brigitte Bardot), le syndicat Confédération paysanne et les partis politiques EELV et Front de gauche, le cortège protestait notamment contre le projet de ferme géante dite « des 1 000 vaches », prévu près d'Abbeville (Somme) et **déjà évoqué dans ce blog**.

L'association **Novissen** (Nos villages se soucient de leur environnement), qui réunit les habitants des communes de Drucat-Le Plessiel et Buigny-Saint-Maclou s'opposant à cette installation, estime avoir remporté une première victoire : Jean-François Cordet, préfet de région Picardie, a signé début février un arrêté limitant à 500 le nombre de vaches laitières autorisés. Ses membres n'en demandent pas moins un moratoire « *sur tous les projets du même type en France* », en attendant une loi encadrant « *cette course au gigantisme* ».

Catherine Vincent